

**CONSEIL SUPERIEUR
DES PROFESSIONS
ECONOMIQUES**

North Gate III - 6ème étage
16 Bld Roi Albert II - 1000 Bruxelles
Tél. 02/277.64.11 Fax 02/201.66.19
E-mail : CSPEHREB@skynet.be
www.cspe-hreb.be

**Avis du 18 octobre 2005 portant sur une proposition
de règlement de la Commission bancaire, financière et
des assurances relatif à l'agrément des réviseurs et des
sociétés de réviseurs**

annexe VII

Le Président de la Commission bancaire, financière et des assurances a transmis le 12 juillet 2005 une demande d'avis à propos d'une proposition de règlement relatif à l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs auprès des établissements de crédit, des compagnies financières, des sociétés de bourse, des entreprises d'assurances, des organismes de placement collectif et des institutions de retraite professionnelle.

Ce nouveau règlement fait suite à l'intégration de la CBF et de l'OCA en une seule institution, la CBFA, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (Moniteur belge, 4 septembre 2002, 2^{ème} édition).

Ce nouveau règlement est appelé à remplacer:

- d'une part, le règlement du 26 novembre 2002 de la CBFA relatif à l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs auprès des établissements de crédit, des compagnies financières, des sociétés de bourse et des organismes de placement collectif (Moniteur belge, 24 janvier 2003, 3^{ème} édition) et
- d'autre part, le règlement n°11 du 21 juin 1999 de l'Office de contrôle des Assurances relatif à l'agrément des commissaires agréés (Moniteur belge, 21 octobre 1999, 1^{ère} édition).

En annexe 1 à cet avis figure une version comparée de la version néerlandaise du règlement actuel du 26 novembre 2002 (applicable aux seules entreprises financières) et de la proposition de règlement transmise par la CBFA.

1. Concept d'« entreprises financières », d'« entreprises d'assurances » et d'« institutions de retraite professionnelle »

1.1. Concept d'« entreprises financières »

En ce qui concerne les entreprises financières, l'article 1^{er} définit (sous le 1^o) le concept d'une manière globale. Une sous-catégorie, en l'occurrence les organismes de placement collectif, est définie de manière distincte (sous le 2^o) dans la mesure où les règles d'agrément des reviseurs ou des sociétés de reviseurs pour cette seule catégorie sont moindres. Cette distinction avait déjà été adoptée dans le cadre du règlement du 26 novembre 2002.

Par contre, l'article 1^{er} définit (sous le 3^o) le concept d'entreprises d'assurances d'une manière globale en excluant les caisses de pension et les institutions de prévoyance, dénommée dans le projet de règlement « institutions de retraite professionnelle ».

Cette différence d'approche amène une certaine confusion et conduit à l'adaptation de l'ancienne disposition contenue dans l'article 21 du règlement (actuellement § 1^{er} de l'article 21). L'ajout du membre de phrase « en voor instellingen voor collectieve belegging » est, en effet, inutile.

1.2. Concept d'« entreprises d'assurances » et d'« institutions de retraite professionnelle »

Comme précisé ci-avant, l'article 1^{er} définit (sous le 3^o) le concept d'entreprises d'assurances d'une manière globale en excluant les caisses de pension et les institutions de prévoyance. Ceci découle des dispositions contenues dans l'article 9, § 2 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances et à la lecture spécifique de ladite loi pour ces deux catégories d'entités découlant de l'arrêté royal¹ du 14 mai 1985.

Une expression couvrant, d'une part, les caisses de pension et, d'autre part, les institutions de prévoyance, jusqu'à ce jour inconnue en droit belge, est utilisée dans la définition (sous le 3^o), en l'occurrence les « institutions de retraite professionnelle » (en abrégé, les IRP). Cette expression est également utilisée dans des récentes dispositions européennes, telles que la directive 2003/41/CE du Parlement et du Conseil, du 3 juin 2003, concernant les activités de surveillance des institutions de retraite professionnelle (*JOUE*, L 235, 23 septembre 2003).

Eu égard aux spécificités de ce secteur d'activités, les reviseurs, chargés du contrôle de ces « institutions de retraite professionnelle », bénéficieront, à l'instar des organismes de placement collectif, de règles d'agrément des reviseurs ou des sociétés de reviseurs allégées.

1. Arrêté royal du 14 mai 1985 concernant l'application aux institutions de prévoyance, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances (*Moniteur belge*, 7 juin 1985), tel que modifié à différentes reprises.

2. Remplacement du concept de « mandat de commissaire » par celui de « mandat révisoral »

l'article 1^{er} reprend une nouvelle définition, en l'occurrence celle du « mandat révisoral ». Le Conseil supérieur s'interroge sur le fait de savoir si ce nouveau concept implique ou non un changement quant au fond.

De l'avis du Conseil supérieur, il convient clairement de préciser si un agrément est nécessaire pour la seule mission de contrôle légal des comptes statutaires / comptes consolidés d'une entreprise financière, d'une entreprise d'assurances ou d'une institution de retraite professionnelle ou si la nouvelle expression « mandat révisoral » conduira à limiter également, à l'avenir, toute mission accomplie par un réviseur dans les entreprises financières, dans les entreprises d'assurances et dans les institutions de retraite professionnelle (autre que le contrôle légal des comptes statutaires / comptes consolidés) aux seuls réviseurs ayant obtenu l'agrément ad hoc de la CBFA.

En effet, à tout le moins dans le cas particulier des entreprises financières, la définition actuelle ne donne pas toute la clarté voulue.

Dans la mesure où aucun changement quant au fond ne devait être apporté par rapport à la situation actuelle, il conviendrait de préciser clairement dans la définition que l'expression « revisor » porte uniquement sur le cas particulier des succursales belges d'entreprises financières étrangères et que, dans les autres cas, il convient de lire « commissaris » ou « erkend commissaris ».

Par ailleurs, il convient de relever quelques incohérences dans le texte. L'expression de « mandaat van commissaris » ou « functie van commissaris » est encore utilisée dans différents articles de la proposition de règlement. On citera à titre d'exemples, l'article 4, § 4, l'article 9 ou encore le titre de la section IV.

Dans cette même optique, il conviendrait d'avoir une certaine cohérence à propos des différents paragraphes de l'article 2 (agrément des réviseurs) et de l'article 11 (agrément des sociétés de réviseurs) dans l'utilisation des expressions « revisoraal mandaat », et/ou « functie van commissaris ».

	Expressions utilisées	Article 2	Article 11
§ 1 ^{er}	Entreprises financières	« revisoraal mandaat »	« revisoraal mandaat »
§ 2	OPC	« revisoraal mandaat »	« functie van commissaris »
§ 3	Entreprises d'assurances	« revisoraal mandaat »	« functie van commissaris »
§ 4	Institutions de retraite professionnelle	« revisoraal mandaat »	« functie van commissaris »

Il conviendrait d'utiliser

- soit systématiquement l'expression « revisoraal mandaat » pour les différents paragraphes de ces deux articles,
- soit l'expression la plus précise possible, en l'occurrence « revisoraal mandaat » au § 1^{er} (entreprises financières), « commissaris » au § 2 (OPC) et « erkend commissaris » aux §§ 3 (entreprises d'assurances) et 4 (institutions de retraite professionnelle).

Il conviendrait dès lors, de l'avis du Conseil supérieur, de préciser la 10^{ème} définition et, le cas échéant, d'ajouter une 11^{ème} définition relative au mot « revisor » de l'article 1^{er} du règlement et de revoir les différents articles où il est fait référence à l'expression de « mandat de commissaire » et à l'expression de « mandat révisoral » de manière à s'assurer de la cohérence des adaptations apportées.

3. Conditions d'agrément des reviseurs et des sociétés de reviseurs (articles 2 et 11) - Changements spécifiques à l'agrément « entreprises d'assurances »

Le Conseil supérieur tient également à souligner qu'en égard aux conditions d'agrément reprises dans le règlement n°11 du 21 juin 1999 de l'Office de contrôle des Assurances relatif à l'agrément des commissaires agréés (Moniteur belge, 21 octobre 1999, 1^{ère} édition) applicables jusqu'à présent pour les « entreprises d'assurances » au sens large, il semble souhaitable que les nouvelles conditions d'agrément reprises aux paragraphes 3 et 4 des articles 2 et 11 ne puissent être rendues applicables qu'au terme d'une période transitoire, à prévoir dans le règlement. Il conviendrait, à tout le moins, que cette période transitoire permette à tous les reviseurs « agréés OCA » puissent terminer leurs différents mandats en cours.

Il convient également de relever qu'aucune exigence semblable à la 8^{ème} condition, à savoir « disposer d'une organisation adéquate à l'exercice de fonctions de contrôle légal des comptes » auprès des entreprises d'assurances et/ou des institutions de retraite professionnelle, n'était à ce jour exigée pour l'agrément OCA.

Dans cette perspective, le Conseil supérieur a procédé à l'examen du profil des reviseurs agréés OCA (voir à ce propos l'annexe 3 au présent avis). Il ressort de ce tableau qu'une proportion importante (un tiers) des personnes physiques ayant obtenu l'agrément OCA ne relève pas de sociétés de révision ayant obtenu l'agrément.

Un examen similaire dans le secteur des « entreprises financières » (voir à ce propos l'annexe 2 au présent avis) aboutit à des conclusions diamétralement différentes dans la mesure où seule une faible partie (un dixième) des personnes physiques ayant obtenu l'agrément CBFA ne relève pas de sociétés ayant obtenu l'agrément.

Il convient dès lors, de l'avis du Conseil supérieur, de laisser le temps voulu aux reviseurs agréés dans le secteur des « entreprises d'assurances » et des institutions de retraite professionnelle pour s'organiser en la matière. Une disposition devrait être insérée en ce sens dans le règlement.

En ce qui concerne la procédure d'agrément des sociétés de reviseurs, décrite à l'article 12 du règlement, il convient de relever que l'alinéa 1^{er} dudit article 12 introduit notamment la constitution d'une Commission chargée d'accorder l'agrément et énonce les règles de fonctionnement de celle-ci (renvoi à l'article 4 - alinéas 4 à 7).

Dans la mesure où la nouvelle version du règlement CBFA a introduit un nouveau système de composition de ladite Commission (voir à ce propos l'article 4 et en particulier le nouvel alinéa 5 prévoyant la nomination de suppléants), il convient de l'avis du Conseil supérieur d'étendre la disposition relative à l'indépendance des membres de la commission par rapport au cas examiné aux règles applicables à la Commission. Il importe dès lors que le renvoi aux dispositions de l'article 4 soit étendu au 8^{ème} alinéa.

4. Conditions de retrait de l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs

Le Conseil supérieur constate que les conditions de retrait de l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs dans le secteur des « entreprises d'assurances » et des institutions de retraite professionnelle sera beaucoup plus strict que par le passé dans la mesure où l'agrément sera retiré après une période de non-activité dans le secteur de 3 ans (alors qu'antérieurement ce délai était de 6 ans – article 7, § 2 du règlement n°11 de l'OCA du 21 juin 1999).

Dans cette perspective, le Conseil supérieur a procédé à l'examen du profil des réviseurs agréés OCA (voir à ce propos l'annexe 3 au présent avis). Il ressort de ce tableau qu'une proportion importante (plus de 60%) des personnes physiques ayant obtenu l'agrément OCA n'effectue aucune mission dans le secteur des entreprises d'assurances et des institutions de retraite professionnelle.

Un examen similaire dans le secteur des « entreprises financières » (voir à ce propos l'annexe 2 du présent avis) aboutit à des conclusions diamétralement diffé-

rentes dans la mesure où seule une faible partie (20%) des personnes physiques ayant obtenu l'agrément CBFA n'effectue aucune mission dans le secteur des entreprises d'assurances et des institutions de retraite professionnelle.

De l'examen du profil des réviseurs agréés (voir à ce propos les annexes 2 et 3 au présent avis), il ressort par ailleurs que le ratio « nombre de sociétés à contrôler / nombre de réviseurs agréés pour ce secteur » diffère fortement: le ratio est de 8 (326 sociétés / 40 réviseurs agréés) en ce qui concerne l'agrément des entreprises financières alors qu'il n'est même pas de 2 (174 sociétés / 93 réviseurs agréés) en ce qui concerne l'agrément des entreprises d'assurances et des institutions de retraite professionnelle.

Eu égard à ces deux constatations, le Conseil supérieur soutient la nouvelle approche proposée dans le nouveau règlement dans la mesure où celle-ci devrait conduire à délivrer un agrément à des professionnels, tous actifs dans le secteur.

5. Désignation des commissaires ou des réviseurs et la révocation de leurs fonctions

Les modifications apportées à l'article 16 du nouveau règlement visent à étendre les compétences de la CBFA en matière de désignation des commissaires (agréés) ou des réviseurs et de révocation de leurs fonctions.

A la lecture des dispositions contenues dans le nouvel alinéa 2, il semble que la CBFA sera amenée à exercer à l'avenir:

- un contrôle quant à l'exercice indépendant (ou non) de chaque mission de contrôle auprès d'une « entreprise financière », d'une « entreprise d'assurances » ou d'une « institution de retraite professionnelle » par le réviseur agréé pressenti;
- un contrôle quant à la concentration excessive de mandats par un réviseur d'entreprises agréé ou par une société de réviseurs agréée;

- un contrôle quant aux modalités d'organisation au sein des cabinets d'audit ayant obtenu l'agrément CBFA.

Les membres du Conseil supérieur s'interrogent quant à la base juridique permettant à la CBFA d'effectuer de telles missions.

Les dispositions contenues dans l'article 54 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit semble toutefois permettre de tels contrôles dans la mesure où il y est précisé que « la Commission bancaire, financière et des assurances peut, en tout temps, révoquer, par décision motivée par des raisons tenant à leur statut ou à l'exercice de leurs fonctions de réviseur agréé ou de société de réviseurs agréée [...] à un commissaire-réviseur agréé,

un commissaire-reviseur agréé suppléant, une société de réviseur agréée ou un représentant ou représentant suppléant d'une telle société».

Une disposition similaire figure dans l'article 100 de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placement.

De même, une telle disposition figure également dans l'article 88 de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement.

Par contre, ni la section II du chapitre IV de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, ni l'arrêté royal du 14 mai 1985 concernant l'application aux institutions de prévoyance, de la loi du 9 juillet 1975 ne contiennent de dispositions similaires à celles contenues dans l'article 54 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

De l'avis du Conseil supérieur, il importe que si une telle orientation devait avoir la base juridique voulue, une telle initiative soit, à tout le moins, couplée avec la mise en place d'une concertation régulière et structurée avec les organes compétents de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises en matière de contrôle de qualité et de surveillance. En effet, l'Institut des Réviseurs

d'Entreprises a notamment été chargé, dans le cadre de la loi du 22 juillet 1953, de veiller au bon accomplissement par ses membres des missions qui leur sont confiées (et partant de la surveillance et de l'organisation du contrôle de qualité) (article 18^{ter}) mais également de l'établissement et du contrôle des modalités et des conditions de rémunération du réviseur d'entreprises (article 9).

Il importe, de l'avis du Conseil supérieur, qu'à tout le moins des précisions claires soient données –dans le règlement ou dans une lettre circulaire à l'attention des réviseurs agréés– à propos des éléments pouvant conduire la CBFA à limiter la nature ou le nombre de mandats d'un professionnel agréé. De même, il importe que des précisions soient données dans le règlement quant aux moyens qui seront mis en œuvre par la CBFA pour disposer de l'information nécessaire en la matière.

A défaut, un « expectation gap » pourrait voir le jour entre les missions que la CBFA effectue et les contrôles que les tiers estiment être de la responsabilité de la CBFA quant à la bonne organisation des cabinets d'audit et à l'exercice indépendant des missions effectuées par les réviseurs agréés dans les secteurs des « entreprises financières », des « entreprises d'assurances » et des « institutions de retraite professionnelle ».

6. **Eléments de nature purement formelle**

Dans l'article 4, il est fait référence dans le nouvel alinéa 4 à la « beroepsvereniging van erkende revisoren » et dans l'alinéa 5 à l'« Instituut der Revisoren erkend door de Commissie voor het Bank-, Financien en Assurantiewezen ».

Dans la mesure où il est fait référence à un seul et même organe, il convient d'harmoniser l'expression retenue pour désigner cet organe.

Annexe 1 Examen comparé (*) du règlement actuel et de la proposition de règlement soumise pour avis

Huidig reglement	Voorstel CBFA
Reglement van 26 november 2002 van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen bij kredietinstellingen, financiële holdings, beursvennootschappen en instellingen voor collectieve belegging.	Reglement van ??? 2005 van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen bij kredietinstellingen, financiële holdings, beursvennootschappen, <u>verzekeringsondernemingen</u> , instellingen voor collectieve belegging <u>en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen</u> .
(Ministerieel besluit van 9 januari 2003 – Belgisch Staatsblad, 24 januari 2003 + wijziging ingevoegd door het Koninklijk besluit van 25 maart 2003 – Belgisch Staatsblad, 31 maart 2003)	
Afdeling I	Afdeling I
Definities	Definities
Artikel 1	Artikel 1
Voor de toepassing van dit reglement moet worden verstaan onder:	Voor de toepassing van dit reglement moet worden verstaan onder:
1° financiële onderneming: een kredietinstelling in de zin van artikel 1 van de wet van 22 maart 1993, een financiële holding in de zin van artikel 49, § 2 van de wet van 22 maart 1993, een beursvennootschap in de zin van artikel 47, § 1, 1° van de wet van 6 april 1995 of een instelling voor collectieve belegging in de zin van artikel 105, eerste lid, 1° van de wet van 4 december 1990;	1° financiële onderneming: een kredietinstelling in de zin van artikel 1 van de wet van 22 maart 1993, een financiële holding in de zin van artikel 49, § 2 van de wet van 22 maart 1993, een beursvennootschap in de zin van artikel 47, § 1, 1° van de wet van 6 april 1995 <u>een beheervenootschap voor instellingen voor collectieve belegging</u> , of een instelling voor collectieve belegging;
2° instelling voor collectieve belegging: een instelling voor collectieve belegging in de zin van artikel 105, eerste lid, 1° van de wet van 4 december 1990;	2° instelling voor collectieve belegging: een instelling voor collectieve belegging in de zin van artikel 105, eerste lid, 1° van de wet van 4 december 1990, <u>of van artikel 4, 1° van de wet van 20 juli 2004</u> ;

(*) La CBFA ayant transmis la proposition dans une seule langue, l'examen comparé porte sur la version néerlandaise du texte.

	<u>3° verzekeringsonderneming; een onderneming zoals beoogd door artikel 2, §§ 1 en 3 van de wet van 9 juli 1975, met uitzondering van de instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen zoals onder 4° bepaald;</u>
	<u>4° instelling voor bedrijfspensioenvoorziening; een onderneming of instelling zoals beoogd door artikel 2, § 3, 4° en 6° van de wet van 9 juli 1975;</u>
3° wet van 4 december 1990: de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten;	5° wet van 4 december 1990: de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten;
4° wet van 22 maart 1993: de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;	6° wet van 22 maart 1993: de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;
5° wet van 6 april 1995: de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs;	7° wet van 6 april 1995: de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs;
	<u>8° wet van 9 juli 1975: de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;</u>
	<u>9° wet van 20 juli 2004: de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles;</u>
	<u>10° revisoraal mandaat: een functie als commissaris of revisor bij een financiële onderneming of een instelling voor collectieve belegging of een functie als erkend commissaris bij een verzekeringsonderneming of een instelling voor bedrijfspensioenvoorzieningen.</u>

Afdeling II	Afdeling II
Erkende revisoren	Erkende revisoren
Art. 2	Art. 2
§ 1. Om door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen te kunnen worden erkend om <u>de functie van commissaris ou revisor</u> bij een financiële onderneming uit te oefenen, moet men :	§ 1. Om door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen te kunnen worden erkend om <u>een revisoraal mandaat</u> bij een financiële onderneming uit te oefenen, moet men :
1° onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese <u>Gemeenschap</u> ;	1° onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese <u>Economische Ruimte</u> ;
2° lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren ;	2° lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren ;
3° gedurende minstens vijf jaar een relevante beroepswerkzaamheid hebben uitgeoefend en daarbij een voldoende ruime ervaring hebben opgedaan, inzonderheid met betrekking tot de planning, de organisatie en de uitvoering van externe controleopdrachten bij vennootschappen ;	3° gedurende minstens vijf jaar een relevante beroepswerkzaamheid hebben uitgeoefend en daarbij een voldoende ruime ervaring hebben opgedaan, inzonderheid met betrekking tot de planning, de organisatie en de uitvoering van externe controleopdrachten bij vennootschappen ;
4° nuttige ervaring opgedaan hebben door meegewerkt te hebben aan opdrachten met betrekking tot de audit van ten minste één van de financiële ondernemingen als bedoeld in artikel 1, 1° ;	4° nuttige ervaring opgedaan hebben door meegewerkt te hebben aan opdrachten met betrekking tot de audit van ten minste één van de financiële ondernemingen als bedoeld in artikel 1, 1° ; <u>zij dienen in het bijzonder het bewijs te leveren tijdens deze periode een degelijk inzicht te hebben verworven in de aard en de techniek van de verrichtingen van de financiële ondernemingen</u> ;
5° een grondige kennis verworven hebben van de openbare controleregeling, en van de toepassing ervan, die geldt voor elk van de financiële ondernemingen als bedoeld in artikel 1, 1° ;	5° een grondige kennis verworven hebben van de openbare controleregeling, en van de toepassing ervan, die geldt voor elk van de financiële ondernemingen als bedoeld in artikel 1, 1° ;
6° in staat zijn om op een onafhankelijke en competente wijze zowel controleopdrachten als opdrachten van medewerking aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen uit te voeren ;	6° in staat zijn om op een onafhankelijke en competente wijze zowel controleopdrachten als opdrachten van medewerking aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen uit te voeren ;

7° niet veroordeeld zijn wegens misdrijven als bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993 en in artikel 61, tweede lid, 2°, litt. c) en q) van de wet van 6 april 1995, tenzij eerherstel werd verkregen;	7° niet veroordeeld zijn wegens misdrijven als bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993 en in artikel 61, tweede lid, 2°, litt. c) en q) van de wet van 6 april 1995, <u>in artikel 39, tweede lid, 2°, r), t) en u) van de wet van 20 juli 2004 en in artikel 90 van de wet van 9 juli 1975</u> , tenzij eerherstel werd verkregen;
8° beschikken over een passende organisatie om deze functies bij financiële ondernemingen uit te oefenen; dit houdt onder meer in:	8° beschikken over een passende organisatie om deze functies bij financiële ondernemingen uit te oefenen; dit houdt onder meer in:
a) beschikken over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de financiële ondernemingen met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen;	a) beschikken over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de financiële ondernemingen met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen;
b) zorgen voor een degelijke administratieve organisatie van het kantoor en een degelijke technische organisatie van de auditopdrachten;	b) zorgen voor een degelijke administratieve organisatie van het kantoor en een degelijke technische organisatie van de auditopdrachten;
c) een beroep doen op de gepaste auditmethodologie en toegang hebben tot een voor de uitoefening van deze functies passende functie van kwaliteitsbewaking;	c) een beroep doen op de gepaste auditmethodologie en toegang hebben tot een voor de uitoefening van deze functies passende functie van kwaliteitsbewaking;
d) kunnen beschikken over alle voor de audit noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring;	d) kunnen beschikken over alle voor de audit noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring;
e) bewijzen dat passende procedures zijn uitgewerkt voor de actualisering van de kennis over de openbare controleregeling, en de toepassing ervan, die geldt voor de financiële ondernemingen.	e) bewijzen dat passende procedures zijn uitgewerkt voor de actualisering van de kennis over de openbare controleregeling, en de toepassing ervan, die geldt voor de financiële ondernemingen.
De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen bepaalt hoeveel revisoren maximaal kunnen worden erkend om de in het eerste lid bedoelde <u>functies</u> uit te oefenen bij de financiële ondernemingen.	De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen bepaalt hoeveel revisoren maximaal kunnen worden erkend om de in het eerste lid bedoelde <u>mandaten</u> uit te oefenen bij de financiële ondernemingen.

Zij evalueert dit aantal minstens om de twee jaar, en voor het eerst binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit reglement, in functie van het aantal <u>mandaten van commissaris</u> waarin de volgende twee jaar nog moet worden voorzien bij de financiële ondernemingen.	Zij evalueert dit aantal minstens om de twee jaar, en voor het eerst binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit reglement, in functie van het aantal <u>revisorale mandaten</u> waarin de volgende twee jaar nog moet worden voorzien bij de financiële ondernemingen.
§ 2. Om door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen te kunnen worden erkend om <u>de functie van commissaris</u> bij een instelling voor collectieve belegging uit te oefenen, moet men :	§ 2. Om door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen te kunnen worden erkend om <u>een revisoraal mandaat</u> bij een instelling voor collectieve belegging uit te oefenen, moet men :
1° onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese <u>Gemeenschap</u> ;	1° onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese <u>Economische Ruimte</u> ;
2° lid zijn van het Instituut der Bedrijfs-revisoren ;	2° lid zijn van het Instituut der Bedrijfs-revisoren ;
3° gedurende minstens vijf jaar een relevante beroepswerkzaamheid hebben uitgeoefend en daarbij een voldoende ruime ervaring hebben opgedaan, inzonderheid met betrekking tot de planning, de organisatie en de uitvoering van externe controleopdrachten bij vennootschappen ;	3° gedurende minstens vijf jaar een relevante beroepswerkzaamheid hebben uitgeoefend en daarbij een voldoende ruime ervaring hebben opgedaan, inzonderheid met betrekking tot de planning, de organisatie en de uitvoering van externe controleopdrachten bij vennootschappen ;
4° nuttige ervaring opgedaan hebben door meegewerkt te hebben aan opdrachten met betrekking tot de audit van instellingen voor collectieve belegging of van andere ondernemingen met als hoofdwerkzaamheid <u>het collectieve beheer van financiële instrumenten</u> ;	4° nuttige ervaring opgedaan hebben door meegewerkt te hebben aan opdrachten met betrekking tot de audit van instellingen voor collectieve belegging of van andere ondernemingen met als hoofdwerkzaamheid <u>het beheer van instellingen voor collectieve belegging</u> ; <u>zij dienen in het bijzonder het bewijs te leveren hierbij een degelijk inzicht te hebben verworven in de aard en de techniek van de verrichtingen van de instellingen voor collectieve belegging</u>
5° een <u>ruime</u> kennis verworven hebben van de openbare controleregeling, en van de toepassing ervan, die geldt voor de instellingen voor collectieve belegging ;	5° een <u>grondige</u> kennis verworven hebben van de openbare controleregeling, en van de toepassing ervan, die geldt voor de instellingen voor collectieve belegging ;
6° in staat zijn om op een onafhankelijke en competente wijze zowel controleopdrachten als opdrachten van medewerking aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen uit te voeren ;	6° in staat zijn om op een onafhankelijke en competente wijze zowel controleopdrachten als opdrachten van medewerking aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen uit te voeren ;

<p>7° niet veroordeeld zijn wegens misdrijven als bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993 <u>en</u> in artikel 61, tweede lid, 2°, litt. c) en q) van de wet van 6 april 1995, tenzij eerherstel werd verkregen;</p>	<p>7° niet veroordeeld zijn wegens misdrijven als bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993, in artikel 61, tweede lid, 2°, litt. c) en q) van de wet van 6 april 1995, <u>in artikel 39, tweede lid, r), t) en u) van de wet van 20 juli 2004 en in artikel 90 van de wet van 9 juli 1975</u>, tenzij eerherstel werd verkregen;</p>
<p>8° beschikken over een passende organisatie om deze functies bij instellingen voor collectieve belegging uit te oefenen; dit houdt onder meer in :</p>	<p>8° beschikken over een passende organisatie om deze functies bij instellingen voor collectieve belegging uit te oefenen; dit houdt onder meer in :</p>
<p>a) beschikken over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de instellingen voor collectieve belegging of van de andere ondernemingen met als hoofdwerkzaamheid het collectieve beheer van financiële instrumenten met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen;</p>	<p>a) beschikken over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de instellingen voor collectieve belegging of van de andere ondernemingen met als hoofdwerkzaamheid het collectieve beheer van financiële instrumenten met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen;</p>
<p>b) zorgen voor een degelijke administratieve organisatie van het kantoor en een degelijke technische organisatie van de auditopdrachten;</p>	<p>b) zorgen voor een degelijke administratieve organisatie van het kantoor en een degelijke technische organisatie van de auditopdrachten;</p>
<p>c) een beroep doen op de gepaste auditmethodologie en toegang hebben tot een voor de uitoefening van deze functies passende functie van kwaliteitsbewaking;</p>	<p>c) een beroep doen op de gepaste auditmethodologie en toegang hebben tot een voor de uitoefening van deze functies passende functie van kwaliteitsbewaking;</p>
<p>d) kunnen beschikken over alle voor de audit noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring;</p>	<p>d) kunnen beschikken over alle voor de audit noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring;</p>
<p>e) bewijzen dat passende procedures zijn uitgewerkt voor de actualisering van de kennis over de openbare controleregeling, en de toepassing ervan, die geldt voor de instellingen voor collectieve belegging.</p>	<p>e) bewijzen dat passende procedures zijn uitgewerkt voor de actualisering van de kennis over de openbare controleregeling, en de toepassing ervan, die geldt voor de instellingen voor collectieve belegging.</p>
<p>De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen bepaalt hoeveel revisoren maximaal kunnen worden erkend om <u>de functie van commissaris</u> uit te oefenen bij de instellingen voor collectieve belegging.</p>	<p>De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen bepaalt hoeveel revisoren maximaal kunnen worden erkend om <u>revisorale mandaten</u> uit te oefenen bij de instellingen voor collectieve belegging.</p>

<p>Zij evalueert dit aantal minstens om de twee jaar, en voor het eerst binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit reglement, in functie van het aantal <u>mandaten van commissaris</u> waarin de volgende twee jaar nog moet worden voorzien bij de <u>financiële ondernemingen</u>.</p>	<p>Zij evalueert dit aantal minstens om de twee jaar, en voor het eerst binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit reglement, in functie van het aantal <u>revisorale mandaten</u> waarin de volgende twee jaar nog moet worden voorzien bij de <u>instellingen voor collectieve belegging</u>.</p>
	<p>§3. Om door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen te kunnen worden erkend om een revisoraal mandaat bij een verzekeringsonderneming of een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening uit te oefenen, moet men:</p>
	<p>1° onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte;</p>
	<p>2° lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;</p>
	<p>3° gedurende minstens vijf jaar een relevante beroepswerkzaamheid hebben uitgeoefend en daarbij een voldoende ruime ervaring hebben opgedaan, inzonderheid met betrekking tot de planning, de organisatie en de uitvoering van externe controleopdrachten bij vennootschappen;</p>
	<p>4° nuttige ervaring opgedaan hebben door meegewerkt te hebben aan opdrachten met betrekking tot de audit van ten minste één verzekeringsonderneming of instelling voor bedrijfspensioenvoorziening; zij dienen in het bijzonder het bewijs te leveren tijdens deze periode een degelijk inzicht te hebben verworven in de aard en de techniek van de verrichtingen van de verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen.</p>
	<p>5° een grondige kennis verworven hebben van de openbare controleregeling, en van de toepassing ervan, die geldt voor elk van de betrokken ondernemingen;</p>

	6° in staat zijn om op een onafhankelijke en competente wijze zowel controleopdrachten als opdrachten van medewerking aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financien en Assurantiewezen uit te voeren;
	7° niet veroordeeld zijn wegens misdrijven als bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993, in artikel 61, tweede lid, 2°, litt. c) en q) van de wet van 6 april 1995, in artikel 39, tweede lid, 2°, r), t) en u) van de wet van 20 juli 2004 en in artikel 90 van de wet van 9 juli 1975, tenzij eerherstel werd verkregen;
	8° beschikken over een passende organisatie om deze functies bij verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen uit te oefenen; dit houdt onder meer in:
	a) beschikken over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financien- en Assurantiewezen;
	b) zorgen voor een degelijke administratieve organisatie van het kantoor en een degelijke technische organisatie van de auditopdrachten;
	c) een beroep doen op de gepaste auditmethodologie en toegang hebben tot een voor de uitoefening van deze functies passende functie van kwaliteitsbewaking;
	d) kunnen beschikken over alle voor de audit noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring;
	e) bewijzen dat passende procedures zijn uitgewerkt voor de actualisering van de kennis over de openbare controleregeling, en de toepassing ervan, die geldt voor de verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen.

	<p><u>De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen bepaalt hoeveel revisoren maximaal kunnen worden erkend om de in het eerste lid bedoelde revisorale mandaten uit te oefenen bij de verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen.</u></p>
	<p><u>Zij evalueert dit aantal minstens om de twee jaar, en voor het eerst binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit reglement, in functie van het aantal revisorale mandaten waarin de volgende twee jaar nog moet worden voorzien bij verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen.</u></p>
	<p><u>§4. Om door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen te kunnen worden erkend om een revisoraal mandaat uitsluitend bij een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening uit te oefenen, moet men:</u></p>
	<p><u>1° onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte;</u></p>
	<p><u>2° lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;</u></p>
	<p><u>3° gedurende minstens vijf jaar een relevante beroepswerkzaamheid hebben uitgeoefend en daarbij een voldoende ruime ervaring hebben opgedaan, inzonderheid met betrekking tot de planning, de organisatie en de uitvoering van externe controleopdrachten bij vennootschappen;</u></p>
	<p><u>4° nuttige ervaring opgedaan hebben door meegewerkt te hebben aan opdrachten met betrekking tot de audit van instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen ; zij dienen in het bijzonder het bewijs te leveren hierbij een degelijk inzicht te hebben verworven in de aard en de techniek van de verrichtingen van instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen</u></p>

	<p>5° een grondige kennis verworven hebben van de openbare controleregeling, en van de toepassing ervan, die geldt voor de instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen</p>
	<p>6° in staat zijn om op een onafhankelijke en competente wijze zowel controleopdrachten als opdrachten van medewerking aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen uit te voeren;</p>
	<p>7° niet veroordeeld zijn wegens misdrijven als bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993, in artikel 61, tweede lid, 2°, litt. c) en q) van de wet van 6 april 1995, in artikel 39, tweede lid, 2°, r), t) en u) van de wet van 20 juli 2004 en in artikel 90 van de wet van 9 juli 1975, tenzij eerherstel werd verkregen;</p>
	<p>8° beschikken over een passende organisatie om deze functies bij instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen uit te oefenen; dit houdt onder meer in:</p>
	<p>a) beschikken over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen;</p>
	<p>b) zorgen voor een degelijke administratieve organisatie van het kantoor en een degelijke technische organisatie van de auditopdrachten;</p>

	c) een beroep doen op de gepaste auditmethodologie en toegang hebben tot een voor de uitoefening van deze functies passende functie van kwaliteitsbewaking;
	d) kunnen beschikken over alle voor de audit noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring;
	e) bewijzen dat passende procedures zijn uitgewerkt voor de actualisering van de kennis over de openbare controleregeling, en de toepassing ervan, die geldt voor de instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen
	De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen bepaalt hoeveel revisoren maximaal kunnen worden erkend om revisorale mandaten uit te oefenen bij de instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen
	Zij evalueert dit aantal minstens om de twee jaar, en voor het eerst binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit reglement, in functie van het aantal revisorale mandaten waarin de volgende twee jaar nog moet worden voorzien bij instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen.
Art. 3	Art. 3
De oproep tot de kandidaten voor de erkenning wordt ten minste één maand vóór de uiterste datum voor het indienen van de kandidaatstellingen bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.	De oproep tot de kandidaten voor de erkenning wordt ten minste één maand vóór de uiterste datum voor het indienen van de kandidaatstellingen bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Art. 4	Art. 4
<p>Met het oog op het onderzoek van de kandidaatstellingen verzoekt de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen elke kandidaat een dossier voor te leggen onder de door haar bepaalde vorm en inhoud. Dit dossier zal minstens een gedetailleerde opgave omvatten van de opleiding en de beroepservaring van de kandidaat met het oog op de toetsing van de erkenningscriteria vastgelegd, naar gelang van het geval, in artikel 2, §1, eerste lid, 3° tot 6° of in artikel 2, §2, eerste lid, 3° tot 6° en een beschrijving van de organisatie van het kantoor van de kandidaat, met het oog op de toetsing van de erkenningscriteria vastgelegd in artikel 2, §1, eerste lid, 8° of §2, eerste lid, 8. Indien de kandidaat zich beroept op de voordracht door een erkende revisorenvennootschap, toont hij dit aan met een attest van voornoemde vennootschap waaruit blijkt dat zij inzonderheid de voorwaarde van, naar gelang van het geval, artikel 11, §1, eerste lid, 3°, e) of artikel 11, §2, eerste lid, 3°, e) zal naleven.</p>	<p>Met het oog op het onderzoek van de kandidaatstellingen verzoekt de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen elke kandidaat een dossier voor te leggen onder de door haar bepaalde vorm en inhoud. Dit dossier zal minstens een gedetailleerde opgave omvatten van de opleiding en de beroepservaring van de kandidaat met het oog op de toetsing van de erkenningscriteria vastgelegd, naar gelang van het geval, in artikel 2, §1, eerste lid, 3° tot 6° of in artikel 2, §2, eerste lid, 3° tot 6° (<u>of artikel 2, §3, eerste lid, 8° en artikel 2, §4, eerste lid, of §3, eerste lid, 3° tot 6° of §4, eerste lid, 3° tot 6°</u>) en een beschrijving van de organisatie van het kantoor van de kandidaat, met het oog op de toetsing van de erkenningscriteria vastgelegd in artikel 2, §1, eerste lid, 8° of §2, eerste lid, 8. Indien de kandidaat zich beroept op de voordracht door een erkende revisorenvennootschap, toont hij dit aan met een attest van voornoemde vennootschap waaruit blijkt dat zij inzonderheid de voorwaarde van, naar gelang van het geval, artikel 11, §1, eerste lid, 3°, e) of artikel 11, §2, eerste lid, 3°, e), <u>of artikel 11, §3, eerste lid, 3°, e) of artikel 11, §4, eerste lid, 3°, e)</u> zal naleven.</p>
<p>De erkende revisor zal jaarlijks aan de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen alle pertinente elementen overmaken om zijn dossier bij te werken en de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen in staat te stellen de permanente naleving van de erkenningsvoorwaarden te toetsen.</p>	<p>De erkende revisor zal jaarlijks aan de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen alle pertinente elementen overmaken om zijn dossier bij te werken en de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen in staat te stellen de permanente naleving van de erkenningsvoorwaarden te toetsen.</p>
<p>De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen beslist over de erkenning na gemotiveerd advies van een door haar opgerichte commissie die belast is met het onderzoek van de kandidaatstellingen.</p>	<p>De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen beslist over de erkenning na gemotiveerd advies van een door haar opgerichte commissie die belast is met het onderzoek van de kandidaatstellingen. <u>Zij kan desgevallend afzonderlijke commissies oprichten voor elk der erkenningen voorzien bij artikel 2, §§ 1 t/m 4 van dit besluit.</u></p>

<p>In de in het derde lid bedoelde commissie hebben, enerzijds, <u>vier</u> vertegenwoordigers van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen zitting met minstens <u>de graad van adviseur</u> en, anderzijds, <u>ten minste twee revisoren</u> die door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen <u>zijn</u> erkend en sinds <u>hun</u> erkenning reeds ten minste vijf jaar de functie <u>uitoefenen</u> van commissaris of <u>revisor</u> bij <u>een financiële onderneming of, in het in artikel 2, § 2 bedoelde geval, de functie uitoefenen van commissaris bij een instelling voor collectieve belegging, of die de eretitel van hun ambt voeren</u>. Deze <u>revisoren worden</u> voorgedragen door de beroepsvereniging van erkende revisoren. Bovendien <u>hebben</u> in de commissie ook <u>twee leden</u> van het Instituut der Bedrijfsrevisoren zitting die door het Instituut <u>worden</u> voorgedragen.</p>	<p>In de in het derde lid bedoelde commissie hebben, enerzijds, twee vertegenwoordigers van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen zitting met minstens tien jaar ervaring en, anderzijds, een revisor die door de Commissie voor het Bank-, Financien en Assurantiewezen is erkend en sinds zijn erkenning reeds ten minste vijf jaar de functie uitoefent van commissaris of erkend revisor bij het type gecontroleerde onderneming waarvoor de erkenning zal worden verleend of die de eretitel van dit ambt voert. Deze revisor wordt voorgedragen door de beroepsvereniging van erkende revisoren. Bovendien heeft in de commissie ook een lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren zitting die door het Instituut wordt voorgedragen.</p>
	<p><u>De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen, het Instituut der Bedrijfsrevisoren en het Instituut der Revisoren erkend door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen voorzien tevens in de aanwijzing van een plaatsvervanger voor elk van hun vertegenwoordigers.</u></p>
	<p><u>De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen kan beslissen de samenstelling uit te breiden tot maximum 8, waarbij het aantal van haar vertegenwoordigers steeds gelijk dient te zijn aan dit van de revisoren.</u></p>
<p>De voorzitter van de in het derde lid bedoelde commissie wordt gekozen onder de vertegenwoordigers van de Commissie voor het Bank-, Financien en Assurantiewezen. Bij staking van stemmen is zijn stem doorslaggevend.</p>	<p>De voorzitter van de in het derde lid bedoelde commissie wordt gekozen onder de vertegenwoordigers van de Commissie voor het Bank-, Financien en Assurantiewezen. Bij staking van stemmen is zijn stem doorslaggevend.</p>
<p>De leden van de in het derde lid bedoelde commissie mogen geen kandidaatsstelling onderzoeken van personen met wie zij een bloed- of aanverwantschap hebben of met wie zij een betrekking hebben van patronage, kantoor of maatschappij.</p>	<p>De leden van de in het derde lid bedoelde commissie mogen geen kandidaatsstelling onderzoeken van personen met wie zij een bloed- of aanverwantschap hebben of met wie zij een betrekking hebben van patronage, kantoor of maatschappij.</p>

De kandidaten kunnen door de in het derde lid bedoelde commissie worden gehoord.	De kandidaten kunnen door de in het derde lid bedoelde commissie <u>aan een schriftelijke proef worden onderworpen en/of door haar</u> worden gehoord.
Art. 5	Art. 5
De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen publiceert de lijst van de erkende revisoren.	De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen publiceert de lijst van de erkende revisoren.
De lijst telt <u>twee</u> rubrieken :	De lijst telt <u>vier</u> rubrieken :
a) De erkende revisoren voor de financiële instellingen ;	a) De erkende revisoren voor de financiële instellingen ;
b) De erkende revisoren voor de instellingen voor collectieve belegging ;	b) De erkende revisoren voor de instellingen voor collectieve belegging ;
	<u>c) de erkende revisoren voor verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen ;</u>
	<u>d) de erkende revisoren voor instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen.</u>
Enkel de met toepassing van artikel 2, § 1 erkende revisoren mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen erkende revisor voor de financiële ondernemingen» voeren. Enkel de met toepassing van artikel 2, § 2 erkende revisoren mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen erkende revisor voor de instellingen voor collectieve belegging» voeren.	Enkel de met toepassing van artikel 2, § 1 erkende revisoren mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen erkende revisor voor de financiële ondernemingen» voeren. Enkel de met toepassing van artikel 2, § 2 erkende revisoren mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen erkende revisor voor de instellingen voor collectieve belegging» voeren. <u>Enkel de met toepassing van artikel 2, § 3 erkende revisoren mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen erkende revisor voor de verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen» voeren.</u> <u>Enkel de met toepassing van artikel 2, § 4 erkende revisoren mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen erkende revisor voor de instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen» voeren.</u>

Art. 6	Art. 6
De erkenning vervalt van rechtswege wanneer:	De erkenning vervalt van rechtswege wanneer:
1° de erkende revisor, naar gelang van de aard van de erkenning, drie jaar lang geen functie van commissaris of revisor meer heeft uitgeoefend bij een in België gevestigde <u>financiële onderneming dan wel drie jaar lang geen functie van commissaris meer heeft uitgeoefend bij een instelling voor collectieve belegging</u> ;	1° de erkende revisor, naar gelang van de aard van de erkenning, drie jaar lang geen functie van commissaris of revisor meer heeft uitgeoefend bij een in België gevestigde <u>onderneming van het type waarop zijn erkenning betrekking heeft</u> ;
2° de erkende revisor niet langer voldoet aan de voorwaarden waarvan sprake in artikel 2, § 1, eerste lid, 1° of 2°, of in artikel 2, § 2, eerste lid, 1° of 2°.	2° de erkende revisor niet langer voldoet aan de voorwaarden waarvan sprake in artikel 2, § 1, eerste lid, 1° of 2°, of in artikel 2, § 2, eerste lid, 1° of 2°, <u>of in artikel 2, § 3 eerste lid 1° of 2°, of in artikel 2 § 4, eerste lid, 1° of 2°.</u>
De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de revisor met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot.	De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de revisor met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot.
Art. 7	Art. 7
De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen kan de erkenning herroepen wanneer de erkende revisor:	De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen kan de erkenning herroepen wanneer de erkende revisor:
1° zijn verplichtingen op het vlak van de samenwerking met de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen als bepaald in de wet van 22 maart 1993, in de wet van 6 april 1995 <u>en</u> in de wet van 4 december 1990, alsook in de uitvoeringsbepalingen van die wetten, niet met de nodige bekwaamheid en toewijding nakomt;	1° zijn verplichtingen op het vlak van de samenwerking met de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen als bepaald in de wet van 22 maart 1993, in de wet van 6 april 1995, in de wet van 4 december 1990, <u>in de wet van 20 juli 2004 en in de wet van 9 juli 1975</u> , alsook in de uitvoeringsbepalingen van die wetten, niet met de nodige bekwaamheid en toewijding nakomt;
2° definitief niet in staat is zijn functie uit te oefenen;	2° definitief niet in staat is zijn functie uit te oefenen;

<p>3° niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden als bepaald in artikel 2, § 1, eerste lid, 6° tot 8°, of in artikel 2, § 2, eerste lid, 6° tot 8° van dit reglement.</p>	<p>3° niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden als bepaald in artikel 2, § 1, eerste lid, 6° tot 8°, of in artikel 2, § 2, eerste lid, 6° tot 8°, <u>of artikel 2, § 3, eerste lid, 6° tot 8°, of artikel 2, § 4, eerste lid, 6° tot 8°</u> van dit reglement.</p>
<p>De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen brengt de erkende revisor met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot op de hoogte van haar voornemen om zijn erkenning te herroepen, met opgave van de motivering. Deze brief vermeldt de mogelijkheid voor de revisor om inzage te nemen van het dossier.</p>	<p>De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen brengt de erkende revisor met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot op de hoogte van haar voornemen om zijn erkenning te herroepen, met opgave van de motivering. Deze brief vermeldt de mogelijkheid voor de revisor om inzage te nemen van het dossier.</p>
<p>Zij verzoekt hem om, binnen een door haar te bepalen termijn die ten minste één maand moet bedragen, zijn opmerkingen kenbaar te maken in een memorie aan de Voorzitter van de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen.</p>	<p>Zij verzoekt hem om, binnen een door haar te bepalen termijn die ten minste één maand moet bedragen, zijn opmerkingen kenbaar te maken in een memorie aan de Voorzitter van de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen.</p>
<p>Wanneer de in het derde lid bepaalde termijn is verstreken en de betrokkene zijn opmerkingen kenbaar heeft gemaakt, legt de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen het dossier ter advies voor aan een commissie die is samengesteld als bepaald in artikel 4, vierde <u>en vijfde</u> lid.</p>	<p>Wanneer de in het derde lid bepaalde termijn is verstreken en de betrokkene zijn opmerkingen kenbaar heeft gemaakt, legt de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen het dossier ter advies voor aan een commissie die is samengesteld als bepaald in artikel 4, vierde <u>tot en met achtste</u> lid.</p>
<p>De commissie hoort de erkende revisor <u>ten vroegste</u> vijftien dagen na afloop van de termijn waarvan sprake in het derde lid van dit artikel. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of een sinds ten minste vijf jaar erkende revisor. In een gemotiveerd advies beoordeelt de commissie of de omstandigheden waarvan sprake in het eerste lid zich in casu voordoen. Dit advies wordt meegedeeld aan de Voorzitter van de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen en, met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot, aan de erkende revisor.</p>	<p>De commissie hoort de erkende revisor <u>ten laatste</u> vijftien dagen na afloop van de termijn waarvan sprake in het derde lid van dit artikel. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of een sinds ten minste vijf jaar erkende revisor. In een gemotiveerd advies beoordeelt de commissie of de omstandigheden waarvan sprake in het eerste lid zich in casu voordoen. Dit advies wordt meegedeeld aan de Voorzitter van de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen en, met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot, aan de erkende revisor.</p>

<p>De erkende revisor heeft het recht om persoonlijk door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen te worden gehoord, bijgestaan door een advocaat of een sinds ten minste vijf jaar erkende revisor of vertegenwoordigd door een advocaat. Deze hoorzitting kan slechts plaatsvinden nadat ten minste vijftien dagen zijn verstreken na afloop van de termijn waarvan sprake in het derde lid van dit artikel indien de revisor zijn opmerkingen niet kenbaar heeft gemaakt. De hoorzitting kan slechts plaatsvinden ten vroegste vijftien dagen na de mededeling door de commissie aan de Voorzitter van de Commissie voor het Bank-, Financien en Assurantiewezen waarvan sprake in het vijfde lid indien de revisor zijn opmerkingen kenbaar heeft gemaakt. De erkende revisor kan vragen dat deze termijnen worden verlengd voor een periode van maximum dertig dagen. Hij kan steeds een aanvullende memoerie overleggen.</p>	<p>De erkende revisor heeft het recht om persoonlijk door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen te worden gehoord, bijgestaan door een advocaat of een sinds ten minste vijf jaar erkende revisor of vertegenwoordigd door een advocaat. Deze hoorzitting kan slechts plaatsvinden nadat ten minste vijftien dagen zijn verstreken na afloop van de termijn waarvan sprake in het derde lid van dit artikel indien de revisor zijn opmerkingen niet kenbaar heeft gemaakt. De hoorzitting kan slechts plaatsvinden ten vroegste vijftien dagen na de mededeling door de commissie aan de Voorzitter van de Commissie voor het Bank-, Financien en Assurantiewezen waarvan sprake in het vijfde lid indien de revisor zijn opmerkingen kenbaar heeft gemaakt. De erkende revisor kan vragen dat deze termijnen worden verlengd voor een periode van maximum dertig dagen. Hij kan steeds een aanvullende memoerie overleggen.</p>
<p>De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen neemt een definitieve beslissing, zelfs indien de regelmatig opgeroepen erkende revisor zijn verweermiddelen niet kenbaar heeft gemaakt of niet is verschenen. Zij brengt haar beslissing binnen acht dagen ter kennis van de erkende revisor of zijn vertegenwoordiger met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot. Zij deelt haar beslissing mee aan het Instituut der Bedrijfsrevisoren en de representatieve beroepsvereniging van erkende revisoren.</p>	<p>De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen neemt een definitieve beslissing, zelfs indien de regelmatig opgeroepen erkende revisor zijn verweermiddelen niet kenbaar heeft gemaakt of niet is verschenen. Zij brengt haar beslissing binnen acht dagen ter kennis van de erkende revisor of zijn vertegenwoordiger met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot. Zij deelt haar beslissing mee aan het Instituut der Bedrijfsrevisoren en de representatieve beroepsvereniging van erkende revisoren.</p>
<p>Art. 8</p>	<p>Art. 8</p>
<p>Behoudens het bepaalde in de artikelen 6 en 7, loopt de erkenning ten einde door afstand of wanneer de erkende revisor de leeftijd van vijftien jaar bereikt.</p>	<p>Behoudens het bepaalde in de artikelen 6 en 7, loopt de erkenning ten einde door afstand of wanneer de erkende revisor de leeftijd van vijftien jaar bereikt.</p>

Art. 9	Art. 9
<p>De erkenning van een erkende revisor die op vijfenzestigjarige leeftijd de functie van commissaris uitoefent bij, naar gelang van het geval, één of meer financiële ondernemingen dan wel één of meer instellingen voor collectieve belegging, wordt na deze leeftijd voor elke financiële onderneming <u>of elke instelling voor collectieve belegging</u> van rechtswege verlengd tot aan de sluiting van de eerstvolgende jaarlijkse algemene vergadering. Voor de <u>financiële ondernemingen</u> waarvan de jaarrekening krachtens de wet of de statuten niet moet worden goedgekeurd door een algemene aandeelhoudersvergadering, loopt de verlenging van de erkenning van een revisor tot drie maanden na de sluiting van het boek- of maatschappelijk jaar vóór of na zijn vijfenzestigste verjaardag, naargelang deze valt in de eerste drie dan wel in de laatste negen maanden van het boek- of maatschappelijk jaar.</p>	<p>De erkenning van een erkende revisor die op vijfenzestigjarige leeftijd de functie van commissaris uitoefent bij, naar gelang van het geval, één of meer financiële ondernemingen dan wel één of meer instellingen voor collectieve belegging <u>dan wel één of meer verzekeringsondernemingen, dan wel één of meer instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen,</u> wordt na deze leeftijd voor elke financiële onderneming, <u>elke instelling voor collectieve belegging, elke verzekeringsonderneming of elke instelling voor bedrijfspensioenvoorziening</u> van rechtswege verlengd tot aan de sluiting van de eerstvolgende jaarlijkse algemene vergadering. Voor de <u>ondernemingen</u> waarvan de jaarrekening krachtens de wet of de statuten niet moet worden goedgekeurd door een algemene aandeelhoudersvergadering, loopt de verlenging van de erkenning van een revisor tot drie maanden na de sluiting van het boek- of maatschappelijk jaar vóór of na zijn vijfenzestigste verjaardag, naargelang deze valt in de eerste drie dan wel in de laatste negen maanden van het boek- of maatschappelijk jaar.</p>
Art. 10	Art. 10
<p>De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen kan, na raadpleging van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, een erkende revisor wiens erkenning eindigt en die ten minste vijftien jaar lang eervol functies heeft vervuld als commissaris of revisor bij in België gevestigde financiële ondernemingen <u>of instellingen voor collectieve belegging</u>, als bepaald in de wet van 22 maart 1993 in de wet van 6 april 1995 of in de wet van 4 december 1990, de eretitel van zijn ambt verlenen.</p>	<p>De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen kan, na raadpleging van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, een erkende revisor wiens erkenning eindigt en die ten minste vijftien jaar lang eervol functies heeft vervuld als commissaris of revisor bij in België gevestigde financiële ondernemingen, instellingen voor collectieve belegging, <u>verzekeringsondernemingen of instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen</u> als bepaald in de wet van 22 maart 1993 in de wet van 6 april 1995 <u>of in de wet van 20 juli 2004</u> of in de wet van 4 december 1990 <u>of in de wet van 9 juli 1975,</u> de eretitel van zijn ambt verlenen.</p>

d) over een organisatie beschikt die haar in staat stelt om de controleopdrachten onafhankelijk uit te voeren ;	d) over een organisatie beschikt die haar in staat stelt om de controleopdrachten onafhankelijk uit te voeren ;
e) binnen haar organisatie aan de erkende revisoren een dusdanige positie verzekert dat zij autonoom kunnen instaan voor de planning, de organisatie en de uitvoering van de controleopdrachten en van de medewerkingsopdrachten aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financien Assurantiewezen bij financiële ondernemingen, alsook voor de rapportering dienaangaande.	e) binnen haar organisatie aan de erkende revisoren een dusdanige positie verzekert dat zij autonoom kunnen instaan voor de planning, de organisatie en de uitvoering van de controleopdrachten en van de medewerkingsopdrachten aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financien Assurantiewezen bij financiële ondernemingen, alsook voor de rapportering dienaangaande.
Indien de vennootschap, om welke reden ook, onder haar leden geen twee erkende revisoren meer telt, moet zij binnenvierentwintigmaanden opnieuw aan deze voorwaarde voldoen, zoniet vervalt haar erkenning van rechtswege. De Commissie voor het Bank-, Financien- en Assurantiewezen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaarders-exploot. Zij kan op gelijk welk tijdstip een revisorenvennootschap erkennen die opnieuw voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in het eerste lid.	Indien de vennootschap, om welke reden ook, onder haar leden geen twee erkende revisoren meer telt, moet zij binnenvierentwintigmaanden opnieuw aan deze voorwaarde voldoen, zoniet vervalt haar erkenning van rechtswege. De Commissie voor het Bank-, Financien- en Assurantiewezen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaarders-exploot. Zij kan op gelijk welk tijdstip een revisorenvennootschap erkennen die opnieuw voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in het eerste lid.
Voor de toepassing van dit erkenningsreglement dient als lid van een revisorenvennootschap te worden beschouwd, de vennoten, bestuurders of zaakvoerders van een dergelijke vennootschap.	Voor de toepassing van dit erkenningsreglement dient als lid van een revisorenvennootschap te worden beschouwd, de vennoten, bestuurders of zaakvoerders van een dergelijke vennootschap.
§ 2. Om de functie van commissaris bij een instelling voor collectieve belegging uit te oefenen, kunnen revisorenvennootschappen worden erkend die overeenkomstig de wet van 22 juli 1953 zijn ingeschreven op de lijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en die aan de volgende voorwaarden voldoen :	§ 2. Om de functie van commissaris bij een instelling voor collectieve belegging uit te oefenen, kunnen revisorenvennootschappen worden erkend die overeenkomstig de wet van 22 juli 1953 zijn ingeschreven op de lijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en die aan de volgende voorwaarden voldoen :
1° opgericht zijn naar het recht van een Lid-Staat van de Europese <u>Gemeenschap</u> ;	1° opgericht zijn naar het recht van een Lid-Staat van de Europese <u>Economische Ruimte</u> ;

2° onder hun leden ten minste twee revisoren tellen die door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen zijn erkend met toepassing van <u>artikel 2</u> van dit reglement ;	2° onder hun leden ten minste twee revisoren tellen die door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen zijn erkend met toepassing van <u>artikel 2, § 2</u> van dit reglement ;
3° een passende organisatie hebben voor de uitoefening van de functie van commissaris bij een instelling voor collectieve belegging; dit houdt onder meer in dat de vennootschap :	3° een passende organisatie hebben voor de uitoefening van de functie van commissaris bij een instelling voor collectieve belegging; dit houdt onder meer in dat de vennootschap :
a) beschikt over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de instellingen voor collectieve belegging of van andere ondernemingen met als hoofdwerkzaamheid het collectieve beheer van financiële instrumenten met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen ;	a) beschikt over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de instellingen voor collectieve belegging of van andere ondernemingen met als hoofdwerkzaamheid het collectieve beheer van financiële instrumenten met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen ;
b) een beroep doet op de gepaste auditmethodologie en kunnen beschikken over een degelijk werkende en voor de uitoefening van deze functies passende functie van interne kwaliteitsbewaking ;	b) een beroep doet op de gepaste auditmethodologie en kunnen beschikken over een degelijk werkende en voor de uitoefening van deze functies passende functie van interne kwaliteitsbewaking ;
c) binnen haar eigen organisatie over alle noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring beschikt voor de audit van de instellingen voor collectieve belegging ;	c) binnen haar eigen organisatie over alle noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring beschikt voor de audit van de instellingen voor collectieve belegging ;
d) over een organisatie beschikt die haar in staat stelt om de controleopdrachten onafhankelijk uit te voeren ;	d) over een organisatie beschikt die haar in staat stelt om de controleopdrachten onafhankelijk uit te voeren ;
e) binnen haar organisatie aan de erkende revisoren een dusdanige positie verzekert dat zij autonoom kunnen instaan voor de planning, de organisatie en de uitvoering van de controleopdrachten en van de medewerkingsopdrachten aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen bij instellingen voor collectieve belegging, alsook voor de rapportering dienaangaande.	e) binnen haar organisatie aan de erkende revisoren een dusdanige positie verzekert dat zij autonoom kunnen instaan voor de planning, de organisatie en de uitvoering van de controleopdrachten en van de medewerkingsopdrachten aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen bij instellingen voor collectieve belegging, alsook voor de rapportering dienaangaande.

<p>Indien de vennootschap, om welke reden ook, onder haar leden geen twee erkende revisoren meer telt, moet zij binnenvierentwintig maanden opnieuw aan deze voorwaarde voldoen, zoniet vervalt haar erkenning van rechtswege. De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaarders-exploot. Zij kan op gelijk welk tijdstip een revisorenvennootschap erkennen die opnieuw voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in het eerste lid.</p>	<p>Indien de vennootschap, om welke reden ook, onder haar leden geen twee erkende revisoren meer telt, moet zij binnenvierentwintig maanden opnieuw aan deze voorwaarde voldoen, zoniet vervalt haar erkenning van rechtswege. De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaarders-exploot. Zij kan op gelijk welk tijdstip een revisorenvennootschap erkennen die opnieuw voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in het eerste lid.</p>
<p>Voor de toepassing van dit erkenningsreglement dient als lid van een revisorenvennootschap te worden beschouwd, de vennoten, bestuurders of zaakvoerders van een dergelijke vennootschap.</p>	<p>Voor de toepassing van dit erkenningsreglement dient als lid van een revisorenvennootschap te worden beschouwd, de vennoten, bestuurders of zaakvoerders van een dergelijke vennootschap.</p>
	<p><u>§3. Om de functie van commissaris of revisor bij een verzekeringsonderneming of instelling voor bedrijfspensioenvoorziening uit te oefenen, kunnen revisorenvennootschappen worden erkend die overeenkomstig de wet van 22 juli 1953 zijn ingeschreven op de lijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en die aan de volgende voorwaarden voldoen :</u></p>
	<p><u>1° opgericht zijn naar het recht van een Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte;</u></p>
	<p><u>2° onder hun leden ten minste twee revisoren tellen die door de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen zijn erkend met toepassing van artikel 2, §3 van dit reglement;</u></p>
	<p><u>3° een passende organisatie hebben voor de uitoefening van de functie van commissaris of revisor bij een verzekeringsonderneming en een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening; dit houdt onder meer in dat de vennootschap:</u></p>

	<p>a) <u>beschikt over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen;</u></p>
	<p>b) <u>een beroep doet op de gepaste auditmethodologie en kunnen beschikken over een degelijk werkende en voor de uitoefening van deze functies passende functie van interne kwaliteitsbewaking;</u></p>
	<p>c) <u>binnen haar eigen organisatie over alle noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring beschikt voor de audit van verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen;</u></p>
	<p>d) <u>over een organisatie beschikt die haar in staat stelt om de controleopdrachten onafhankelijk uit te voeren;</u></p>
	<p>e) <u>binnen haar organisatie aan de erkende revisoren een dusdanige positie verzekert dat zij autonoom kunnen instaan voor de planning, de organisatie en de uitvoering van de controleopdrachten en van de medewerkingsopdrachten aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen bij verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen, alsook voor de rapportering dienaangaande.</u></p>
	<p><u>Indien de vennootschap, om welke reden ook, onder haar leden geen twee erkende revisoren meer telt, moet zij binnen vierentwintig maanden opnieuw aan deze voorwaarde voldoen, zoniet vervalt haar erkenning van rechtswege. De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen stelt vast dat de erkenning is vervalten en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot. Zij kan op gelijk welk tijdstip een revisorenvennootschap erkennen die opnieuw voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in het eerste lid.</u></p>

	<u>Voor de toepassing van dit erkenningsreglement dient als lid van een revisorenvennootschap te worden beschouwd, de vennoten, bestuurders of zaakvoerders van een dergelijke vennootschap.</u>
	<u>§ 4. Om de functie van commissaris of revisor bij een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening uit te oefenen, kunnen revisorenvennootschappen worden erkend die overeenkomstig de wet van 22 juli 1953 zijn ingeschreven op de lijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en die aan de volgende voorwaarden voldoen :</u>
	<u>1° opgericht zijn naar het recht van een Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte ;</u>
	<u>2° onder hun leden ten minste twee revisoren tellen die door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantie- wezen zijn erkend met toepassing van artikel 2, § 4 van dit reglement ;</u>
	<u>3° een passende organisatie hebben voor de uitoefening van de functie van commissaris of revisor bij een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening ; dit houdt onder meer in dat de vennootschap :</u>
	<u>a) beschikt over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantie- wezen ;</u>
	<u>b) een beroep doet op de gepaste auditmethodologie en kunnen beschikken over een degelijk werkende en voor de uitoefening van deze functies passende functie van interne kwaliteitsbewaking ;</u>
	<u>c) binnen haar eigen organisatie over alle noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring beschikt voor de audit van instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen ;</u>

	d) over een organisatie beschikt die haar in staat stelt om de controleopdrachten onafhankelijk uit te voeren;
	e) binnen haar organisatie aan de erkende revisoren een dusdanige positie verzekert dat zij autonoom kunnen instaan voor de planning, de organisatie en de uitvoering van de controleopdrachten en van de medewerkingsopdrachten aan het toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financien en Assurantiewezen bij instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen, alsook voor de rapportering dienaangaande.
	Indien de vennootschap, om welke reden ook, onder haar leden geen twee erkende revisoren meer telt, moet zij binnen vierentwintig maanden opnieuw aan deze voorwaarde voldoen, zoniet vervalt haar erkenning van rechtswege. De Commissie voor het Bank-, Financien en Assurantiewezen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot. Zij kan op gelijk welk tijdstip een revisorenvennootschap erkennen die opnieuw voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in het eerste lid.
	Voor de toepassing van dit erkenningsreglement dient als lid van een revisorenvennootschap te worden beschouwd, de vennoten, bestuurders of zaakvoerders van een dergelijke vennootschap.
Art. 12	Art. 12
Aan revisorenvennootschappen wordt op hun verzoek een erkenning verleend na gemotiveerd advies van een overeenkomstig artikel 4, vierde <u>en vijfde lid</u> opgerichte commissie. Met het oog hierop zal een revisorenvennootschap bij haar verzoek tot erkenning een dossier overmaken aan de Commissie voor het Bank-, Financien en Assurantiewezen, waaruit blijkt dat zij voldoet aan alle in artikel 11 vermelde voorwaarden.	Aan revisorenvennootschappen wordt op hun verzoek een erkenning verleend na gemotiveerd advies van een overeenkomstig artikel 4, vierde <u>tot en met zevende lid</u> opgerichte commissie. Met het oog hierop zal een revisorenvennootschap bij haar verzoek tot erkenning een dossier overmaken aan de Commissie voor het Bank-, Financien en Assurantiewezen, waaruit blijkt dat zij voldoet aan alle in artikel 11 vermelde voorwaarden.

De erkende revisorenvennootschap zal de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen jaarlijks alle pertinente elementen bezorgen om haar dossier bij te werken en de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen in staat te stellen de permanente naleving van de erkenningsvoorwaarden te toetsen. De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen zal deze toetsing verrichten aan de hand van dit bijgewerkte dossier, desgevallend na overleg met de verantwoordelijke voor de interne kwaliteitsbewaking van de revisorenvennootschap.	De erkende revisorenvennootschap zal de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen jaarlijks alle pertinente elementen bezorgen om haar dossier bij te werken en de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen in staat te stellen de permanente naleving van de erkenningsvoorwaarden te toetsen. De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen zal deze toetsing verrichten aan de hand van dit bijgewerkte dossier, desgevallend na overleg met de verantwoordelijke voor de interne kwaliteitsbewaking van de revisorenvennootschap.
De leden van de in het eerste lid bedoelde commissie mogen geen lid van de vennootschap zijn die om erkenning verzoekt. Zij mogen evenmin bloed- of aanverwantschap hebben met de leden van die vennootschap, noch een band van patronage.	De leden van de in het eerste lid bedoelde commissie mogen geen lid van de vennootschap zijn die om erkenning verzoekt. Zij mogen evenmin bloed- of aanverwantschap hebben met de leden van die vennootschap, noch een band van patronage.
Het eerste en zevende lid van artikel 4 zijn van overeenkomstige toepassing. Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die er lid van is.	Het eerste en zevende lid van artikel 4 zijn van overeenkomstige toepassing. Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die er lid van is.
Art. 13	Art. 13
De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen publiceert de lijst van erkende revisorenvennootschappen. Deze lijst vermeldt voor elke vennootschap de naam van de erkende revisoren die er lid van zijn.	De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen publiceert de lijst van erkende revisorenvennootschappen. Deze lijst vermeldt voor elke vennootschap de naam van de erkende revisoren die er lid van zijn.
De lijst telt <u>twee</u> rubrieken :	De lijst telt <u>vier</u> rubrieken :
a) De erkende revisorenvennootschappen voor de financiële instellingen ;	a) De erkende revisorenvennootschappen voor de financiële instellingen ;
b) De erkende revisorenvennootschappen voor de instellingen voor collectieve belegging.	b) De erkende revisorenvennootschappen voor de instellingen voor collectieve belegging.

	<u>c) de erkende revisorenvennootschappen voor verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen.</u>
	<u>d) de erkende revisorenvennootschappen voor instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen.</u>
Enkel de met toepassing van artikel 11, §1 erkende revisorenvennootschappen mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen erkende revisorenvennootschap voor de financiële ondernemingen» voeren. Enkel de met toepassing van artikel 11, §2 erkende revisorenvennootschappen mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen erkende revisorenvennootschap voor de instellingen voor collectieve belegging» voeren.	Enkel de met toepassing van artikel 11, §1 erkende revisorenvennootschappen mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen erkende revisorenvennootschap voor de financiële ondernemingen» voeren. Enkel de met toepassing van artikel 11, §2 erkende revisorenvennootschappen mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen erkende revisorenvennootschap voor de instellingen voor collectieve belegging» voeren.
	<u>Enkel de met toepassing van artikel 11, §3 erkende revisorenvennootschappen mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen erkende revisorenvennootschap voor de verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen» voeren. Enkel de met toepassing van artikel 11, §4 erkende revisorenvennootschappen mogen de titel «door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen erkende revisorenvennootschap voor de instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen» voeren.</u>

Art. 14	Art. 14
De erkenning van een revisorenvennootschap vervalt door afstand van de erkenning dan wel van rechtswege overeenkomstig artikel 11, tweede lid, of door herroeping overeenkomstig dit artikel.	De erkenning van een revisorenvennootschap vervalt door afstand van de erkenning dan wel van rechtswege overeenkomstig artikel 11, §1 , tweede lid, artikel 11, § 2, tweede lid, artikel 11, § 3, tweede lid of artikel 11, § 4, tweede lid of door herroeping overeenkomstig dit artikel.
De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen herroept de erkenning van een revisorenvennootschap wanneer zij niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden van, naar gelang van het geval, artikel 11, § 1, eerste lid, 1° en 3° <u>of</u> artikel 11, § 2, eerste lid, 1° en 3°.	De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen herroept de erkenning van een revisorenvennootschap wanneer zij niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden van, naar gelang van het geval, artikel 11, § 1, eerste lid, 1° en 3°, artikel 11, § 2, eerste lid, 1° en 3°, artikel 11, § 3, eerste lid, 1° en 3° en artikel 11, § 4, eerste lid, 1° en 3° .
Artikel 7, tweede tot zevende lid is van toepassing. Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die er lid van is.	Artikel 7, tweede tot zevende lid is van toepassing. Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die er lid van is.
Art. 15	Art. 15
De erkenning vervalt van rechtswege wanneer de erkende revisorenvennootschap, <u>naar gelang van het geval</u> , drie jaar lang geen functie van commissaris of revisor meer heeft uitgeoefend bij een in België gevestigde <u>financiële onderneming dan wel drie jaar lang geen functie van commissaris meer heeft uitgeoefend bij een instelling voor collectieve belegging</u> . De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot.	De erkenning vervalt van rechtswege wanneer de erkende revisorenvennootschap drie jaar lang geen functie van commissaris of revisor meer heeft uitgeoefend bij een in België gevestigde instelling of onderneming van het type waarop de erkenning betrekking heeft . De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot.

Afdeling IV	Afdeling IV
Aanstelling van commissarissen of revisoren en herroeping van hun opdracht	Aanstelling van commissarissen of revisoren en herroeping van hun opdracht
Art. 16	Art. 16
<p>Onverminderd artikel 53, derde lid van de wet van 22 maart 1993 en artikel 99, derde lid van de wet van 6 april 1995 is de instemming van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen als bepaald in dezelfde artikelen 53 en 99, eerste en tweede lid en in artikel 132, § 1 van de wet van 4 december 1990, vereist vooraleer het bevoegde orgaan van de <u>financiële onderneming</u> een aanstelling voorstelt aan de ondernemingsraad en aan het orgaan dat voor de benoeming instaat.</p>	<p>Onverminderd artikel 53, derde lid van de wet van 22 maart 1993, artikel 99, derde lid van de wet van 6 april 1995, artikel 86, derde lid en artikel 193, derde lid, van de wet van 20 juli 2004 en artikel 38 van de wet van 9 juli 1975 is de instemming van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen als bepaald in dezelfde artikelen 53 en 99, eerste en tweede lid, in artikel 132, § 1 van de wet van 4 december 1990, en in artikel 38 van de wet van 9 juli 1975, en in artikelen 86 en 193 van de wet van 20 juli 2004 vereist vooraleer het bevoegde orgaan van de <u>onderneming</u> een aanstelling voorstelt aan de ondernemingsraad en aan het orgaan dat voor de benoeming instaat.</p>
	<p><u>De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen kan een revisor of een revisorenvennootschap beperkingen opleggen m.b.t. de aard of het aantal van de mandaten van erkend revisor of commissaris die hij kan uitoefenen; de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen zal haar intentie om dergelijke beslissing te treffen motiveren vanuit haar bekommernis voor een degelijke uitoefening van erkende mandaten en vooraf aan de betrokken revisor mededelen.</u></p>
	<p><u>Deze heeft het recht door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen te worden gehoord binnen een termijn van één maand nadat de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen haar intentie heeft bekend gemaakt en alvorens zij een definitieve beslissing treft.</u></p>

	<u>De bepalingen van vorig lid zijn eveneens van toepassing wanneer de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen haar instemming niet verleent met een voorgestelde aanstelling als erkend revisor of commissaris.</u>
Art. 17	Art. 17
De volgende regels zijn van toepassing wanneer een erkende revisorenvereniging, naar gelang van het geval, de functie uitoefent van commissaris of revisor bij een financiële onderneming <u>dan wel van de commissaris bij een instelling voor collectieve belegging</u> :	De volgende regels zijn van toepassing wanneer een erkende revisorenvereniging, naar gelang van het geval, de functie uitoefent van commissaris of revisor bij een financiële onderneming, bij een instelling voor collectieve belegging, bij een verzekeringsonderneming of een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening :
1° bij de aanstelling van de erkende revisorenvereniging dient de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen vooraf in te stemmen met die aanstelling alsook met de door de vereniging aangestelde vertegenwoordiger en, in voorkomend geval, plaatsvervangend vertegenwoordiger;	1° bij de aanstelling van de erkende revisorenvereniging dient de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen vooraf in te stemmen met die aanstelling alsook met de door de vereniging aangestelde vertegenwoordiger en, in voorkomend geval, plaatsvervangend vertegenwoordiger;
2° de vertegenwoordiger in functie is over de uitvoering van zijn opdracht persoonlijk verantwoordelijk verschuldigd ten aanzien van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen;	2° de vertegenwoordiger in functie is over de uitvoering van zijn opdracht persoonlijk verantwoordelijk verschuldigd ten aanzien van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen;
3° de erkende revisorenvereniging kan de aanstelling van haar vertegenwoordiger of plaatsvervangend vertegenwoordiger slechts beëindigen na voorafgaande instemming van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen; de eventuele vervanging van de vertegenwoordiger gebeurt volgens de <u>krachtens het 1°</u> voor de aanstelling geldende regels.	3° de erkende revisorenvereniging kan de aanstelling van haar vertegenwoordiger of plaatsvervangend vertegenwoordiger slechts beëindigen na voorafgaande instemming van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen; de eventuele vervanging van de vertegenwoordiger gebeurt volgens de onder 1° vermelde voor de aanstelling geldende regels.

<p>Art. 18</p>	<p>Art. 18</p>
<p>De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen wordt door de financiële onderneming geïnformeerd over, enerzijds, de bezoldiging die aan de functie van commissaris of revisor is verbonden, alsook over wijzigingen in die bezoldiging en, anderzijds, de bezoldiging van uitzonderlijke werkzaamheden en van bijzondere opdrachten in de zin van artikel 134, § 2 van het Wetboek van vennootschappen, die binnen de <u>financiële onderneming</u> worden verricht.</p>	<p>De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen wordt door de financiële onderneming, <u>de instelling voor collectieve belegging, de verzekeringsonderneming of de instelling voor bedrijfspensioenvoorziening</u> geïnformeerd over, enerzijds, de bezoldiging die aan de functie van commissaris of revisor is verbonden, alsook over wijzigingen in die bezoldiging en, anderzijds, de bezoldiging van uitzonderlijke werkzaamheden en van bijzondere opdrachten in de zin van artikel 134, § 2 van het Wetboek van vennootschappen, die binnen de <u>onderneming</u> worden verricht.</p>
<p>Art. 19</p>	<p>Art. 19</p>
<p><u>Bij herroeping van de instemming als bedoeld in artikel 54 van de wet van 22 maart 1993, in artikel 100 van de wet van 6 april 1995 of in artikel 132, § 1 van de wet van 4 december 1990, is artikel 7, tweede tot zevende lid van dit reglement van toepassing.</u> Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die er lid van is.</p>	<p><u>De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen kan haar instemming als bedoeld in artikel 54 van de wet van 22 maart 1993, in artikel 100 van de wet van 6 april 1995, of in artikel 38 van de wet van 9 juli 1975, of in artikel 132, § 1 van de wet van 4 december 1990, in artikelen 86 en 193 van de wet van 20 juli 2004, of in artikel 38 van de wet van 9 juli 1975, steeds herroepen bij beslissing gemotiveerd door overwegingen die verband houden met het statuut van erkend revisor of met de aard of de uitvoering van de medewerkingsopdracht. In voorkomend geval is artikel 16, derde lid van dit reglement van toepassing.</u> Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die er lid van is.</p>

Art. 20	Art. 20
<p>De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen brengt de erkende revisor of erkende revisorenverenootschap onmiddellijk op de hoogte van haar mededelingen aan het Instituut der Bedrijfsrevisoren wanneer de instemming als bedoeld in artikel 54 van de wet van 22 maart 1993, in artikel 100 van de wet van 6 april 1995 of in artikel 132, § 1 van de wet van 4 december 1990 wordt herroepen, wanneer de erkenning als bedoeld in <u>artikel 7</u> van dit reglement wordt herroepen en wanneer zij, met het oog op een tuchtonderzoek, praktijken of tekortkomingen van de erkende revisor ter kennis brengt van het Instituut.</p>	<p>De Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen brengt de erkende revisor of erkende revisorenverenootschap onmiddellijk op de hoogte van haar mededelingen aan het Instituut der Bedrijfsrevisoren wanneer de instemming als bedoeld in artikel 54 van de wet van 22 maart 1993, in artikel 100 van de wet van 6 april 1995 of in artikel 132, § 1 van de wet van 4 december 1990 <u>of in artikelen 87 en 194 van de wet van 20 juli 2004 of in artikel 38 van de wet van 9 juli 1975</u> wordt herroepen, wanneer de erkenning als bedoeld in <u>artikelen 7 en 14</u> van dit reglement wordt herroepen en wanneer zij, met het oog op een tuchtonderzoek, praktijken of tekortkomingen van de erkende revisor ter kennis brengt van het Instituut.</p>

Afdeling V	Afdeling V
Overgangsbepaling	Overgangsbepaling
Art. 21	Art. 21
De erkenning als door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen erkende revisoren of revisorenvennootschappen voor de financiële ondernemingen wordt van rechtswege verleend aan de bedrijfsrevisoren en de revisorenvennootschappen die, op de datum van de inwerkingtreding van dit reglement, door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen zijn erkend.	§ 1. De erkenning als door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen erkende revisoren of revisorenvennootschappen voor de financiële ondernemingen en voor instellingen voor collectieve belegging wordt van rechtswege verleend aan de bedrijfsrevisoren en de revisorenvennootschappen die, op de datum van de inwerkingtreding van dit reglement, door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen zijn erkend.
	§ 2. Een erkenning als revisor voor verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen wordt van rechtswege verleend aan die revisoren, die op datum van in werking treden van dit reglement, met toepassing van de verordening nr. 11 van de Controledienst voor de Verzekeringen, zijn erkend voor het uitoefenen van de functie van commissaris bij de gecontroleerde ondernemingen.
	§ 3. Een erkenning als revisorenvennootschap voor verzekeringsondernemingen en instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen wordt van rechtswege verleend aan die revisorenvennootschappen, die op datum van in werking treden van dit reglement, met toepassing van de verordening nr. 11 van de Controledienst voor de Verzekeringen, zijn erkend voor het uitoefenen van de functie van commissaris bij de gecontroleerde ondernemingen en de verordening nr. 11 van de Controledienst voor de Verzekeringen, bekrachtigd bij Ministerieel Besluit van 21 juni 1999.

Afdeling VI	Afdeling VI
Opheffing, inwerkingtreding	Opheffing, inwerkingtreding
Art. 22	Art. 22
Het besluit van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van <u>6 april 1993</u> over het erkenningsreglement voor revisoren en revisorenvennootschappen bij kredietinstellingen <u>en beleggingsondernemingen wordt opgeheven.</u>	Het besluit van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van <u>26 november 2002</u> over het erkenningsreglement voor revisoren en revisorenvennootschappen bij kredietinstellingen, <u>financiële holdings, beursvennootschappen en instellingen voor collectieve belegging en de verordening nr. 11 van 21 juni 1999 van de Controledienst voor de Verzekeringen met betrekking tot de toelating van de erkende commissarissen, worden opgeheven.</u>
Art. 23	Art. 23
Dit reglement treedt in werking de dag waarop het Ministerieel Besluit waarmee het wordt goedgekeurd, in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.	Dit reglement treedt in werking de dag waarop het Ministerieel Besluit waarmee het wordt goedgekeurd, in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Annexe 2 Entreprises financières

Reviseurs agréés	Sociétés de reviseurs représentée par	Nombre de missions au nom de			Nb de personnes physiques ayant un nb de missions			
		société	p. phys.	total	>= 10	1>= & <10	= 0	total
Callens & C°		3	1	4	0	1	1	2
	Callens	3	1			*		
	Caris	0	0				*	
Deloitte		115	5	120	3	4	1	8
	De Keulenaer	0	4			*		
	De Meulemeester	3	0			*		
	Kesselaers	1	1			*		
	Maeyaert	17	0		*			
	Neckbroeck	2	0			*		
	Verhaegen	10	0		*			
	Vlaeminckx	82	0		*			
	Vrolix	0	0				*	
E&Y		69	0	69	3	5	2	10
	Anciaux	6	0			*		
	Desombere	1	0			*		
	François	0	0				*	
	Hubin	8	0			*		
	Pire	21	0		*			
	Romont	12	0		*			
	Swolfs	2	0			*		
	Van Steenvoort	10	0		*			
	Vermaelen	9	0			*		
	Weymeersch	0	0				*	
KPMG		41	1	42	2	2	4	8
	Berger	12	0		*			
	Clinck	21	0		*			
	Coox	0	0				*	
	Erauw	0	0				*	
	Helsen	0	0				*	
	Macq	3	0			*		
	Nijs	0	0				*	
	Van Couter	5	1			*		
Mazars & Guerard		9	2	11	0	3	0	3
	Doyen	6	0			*		
	Smets	1	2			*		
	Stragier	2	0			*		

Annexe 2 - Entreprises financières (suite)

Reviseurs agréés		Nombre de missions au nom de			Nb de personnes physiques ayant un nb de missions			
Sociétés de reviseurs	représentée par	société	p. phys.	total	>= 10	1>= & <10	= 0	total
PwC		55	0	55	2	3	0	5
	Attout	17	0		*			
	Discry	19	0		*			
	Jeanquart	5	0			*		
	Peirce	5	0			*		
	Steenwinckel	9	0			*		
<i>Sous-total 1</i>		292	9	301	10	18	8	36
reviseurs agréés - personnes physiques								
Clybouv			17	17	1			1
Deschamps			2	2		1		1
Prignon			2	2		1		1
Servais			4	4		1		1
<i>Sous-total 2</i>		0	25	25	1	3	0	4
Total		292	34	326	11	21	8	40
Nombre de sociétés				326				

Source : information en date du 2 août 2005 publiée par la CBFA sur son site internet.

Annexe 3 Entreprises d'assurances

Reviseurs agréés		Nombre de missions au nom de			Nb de personnes physiques ayant un nb de missions			
Sociétés de reviseurs	représentée par	société	p. phys.	total	>= 10	1>= & <10	= 0	total
Bigonville Delhove & C°		0	0	0	0	0	2	2
	Bigonville	0	0				*	
	Delhove	0	0				*	
BDO		3	0	3	0	1	2	3
	Adriaenssens	0	0				*	
	Annick	0	0				*	
	Fank	3	0			*		
Callens & C°		1	1	2	0	2	0	2
	Callens	(1c) 1	0			*		
	Tiest	0	1			*		
Cardyn & Joos		1	0	1	0	1	1	2
	Gossart Philippe	0	0				*	
	Joos Chantal	1	0			*		
Deschamps Godefroid		4	1	5	0	1	0	1
	Deschamps	4	1			*		
Dupont Ghyoot & C°		3	0	3	0	2	2	4
	De Clercq	2	0			*		
	Janssens	0	0				*	
	Legrand	0	0				*	
	Maricq	1	0			*		
Goossens Gossart Joos		9	0	9	0	3	0	3
	Goossens	3	0			*		
	Gossart Philippe	2	0			*		
	Joos Chantal	(1c) 7	0			*		
Deloitte		12	0	12	0	5	8	13
	De Keulenaer	0	0				*	
	De Meester	0	0				*	
	Hepner	0	0				*	
	Hof	(1c) 3	0			*		
	Jacobs	0	0				*	
	Mas	0	0				*	
	Neckebroeck	3	0			*		
	Steenackers	0	0				*	
	Van Hoyweghen	0	0				*	

Annexe 3 - Entreprises d'assurances (suite)

Reviseurs agréés		Nombre de missions au nom de			Nb de personnes physiques ayant un nb de missions			
Sociétés de reviseurs	représentée par	société	p. phys.	total	>= 10	1>= & <10	= 0	total
Deloitte (suite)	Van Steenberghe Bart	4	0			*		
	Van Steenberghe Leo	1	0			*		
	Verhaegen	0	0				*	
	Vlaminckx	5	0			*		
E&Y		17	0	17	0	6	2	8
	Anciaux	1	0			*		
	Boets	1	0			*		
	De Landsheer	6	0			*		
	Lienart	4	0			*		
	Lodewick	0	0				*	
	Rappe	0	0				*	
	Romont	3	0			*		
	Vandernoot	2	0			*		
KPMG		10	0	10	0	3	6	9
	Berger	1	0			*		
	Bove	0	0				*	
	Clinck	0	0				*	
	Coox	0	0				*	
	Helsen	0	0				*	
	Lange	3	0			*		
	Ruyssen	0	0				*	
	Van Couter	6	0			*		
	Van Dooren	0	0				*	
Mazars & Guerard		2	0	2	0	1	1	2
	Doyen	2	0			*		
	Tytgat	0	0				*	
PKF		3	0	3	0	1	1	2
	Clybouw	0	0				*	
	Van den Broeck	3	0			*		
PwC		22	0	22	0	7	3	10
	Attout	7	0			*		
	Dams	0	0				*	
	Discry	1	0			*		
	Doumen	0	0				*	
	Fossion	0	0				*	

Annexe 3 - Entreprises d'assurances (suite)

Reviseurs agréés		Nombre de missions au nom de			Nb de personnes physiques ayant un nb de missions			
Sociétés de reviseurs	représentée par	société	p. phys.	total	>= 10	1>= & <10	= 0	total
PwC (suite)	Jeanquart	(1c) 3	0			*		
	Tison	5	0			*		
	Vandenplas	3	0			*		
	Vander Stichele	5	0			*		
	Verbeke	1	0			*		
<i>Sous-total 1</i>		<i>87</i>	<i>2</i>	<i>89</i>	<i>0</i>	<i>33</i>	<i>28</i>	<i>61</i>
reviseurs personnes physiques								
Bastogne			0	0			1	1
Cleppe			3	3		1		1
Cludts			0	0			1	1
Comhaire			0	0			1	1
Daerden			1	1		1		1
De Meester			0	0			1	1
De Mey			0	0			1	1
Denis			0	0			1	1
De Smet			0	0			1	1
Everaert			0	0			1	1
Kupper			0	0			1	1
Lippens			0	0			1	1
Mathay			1	1		1		1
Morel			1	1		1		1
Poulain			0	0			1	1
Prignon			0	0			1	1
Rasmont			0	0			1	1
Servais			1	1		1		1
Telders			0	0			1	1
Thieren			0	0			1	1
Triest			0	0			1	1
Van Asbroeck			0	0			1	1
Van Kerkhove			0	0			1	1
Van Reusel			0	0			1	1
Van der Borgh			0	0			1	1
Vanderbemden			0	0			1	1
Vandewalle			0	0			1	1
Vermeeren			1	1		1		1
Vermeylen			0	0			1	1
Waeterloos			1	1		1		1

Annexe 3 - Entreprises d'assurances (suite)

Reviseurs agréés	Nombre de missions au nom de			Nb de personnes physiques ayant un nb de missions			
	société	p. phys	total	>= 10	1>= & <10	= 0	total
reviseurs personnes physiques (suite)							
Wera		0	0			1	1
Wilmet		6	6		1		1
<i>Sous-total 2</i>	<i>0</i>	<i>15</i>	<i>15</i>	<i>0</i>	<i>8</i>	<i>24</i>	<i>32</i>
Total	87	17	104	0	41	52	93
Nombre de sociétés *			104				
Nb de sociétés belges sans mention**			15				
Nb total d'entreprises d'assurances belges			119				
Nb sociétés étrangères ayant une succursale belge			55				
Nb total de sociétés d'assurances concernées			174				

Source : information en date du 2 août 2005 publiée par la CBFA sur son site internet.

* Une société a nommé un collège de commissaires. On passe dès lors de 105 à 104 entreprises d'assurances.

** Aucune mention du nom du commissaire dans la liste publiée par la CBFA en date du 2 août 2005.